

Budget

Gouvernement du Canada
Etat des transactions
financières
1974-75

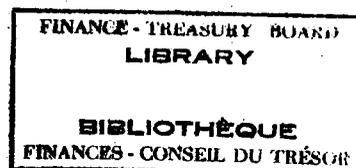
le lundi 23 juin 1975



Finances Finance

Budget

Gouvernement du Canada
Etat des transactions
financières
1974-75



le lundi 23 juin 1975

INTRODUCTION

Le présent état résume les opérations financières du gouvernement du Canada pour l'année financière 1974-75 et donne les chiffres comparatifs pour les quatre années précédentes.

Bien que l'année financière du gouvernement se termine le 31 mars, les livres restent ouverts pendant quelque temps pour permettre d'inscrire dans les comptes de l'année financière les paiements faits jusqu'au 30 avril pour acquitter les dettes contractées avant le 31 mars. Des écritures de redressement peuvent aussi être effectuées bien après la fin de l'année financière. C'est pourquoi les livres ne sont pas encore fermés à l'égard de l'année financière 1974-75; les chiffres doivent donc être considérés comme provisoires. La publication normale des états financiers préliminaires sera présentée plus tard, au cours de l'été, dans la Gazette du Canada.

Le premier «Etat provisoire des transactions» résume les opérations de façon globale. Ces opérations sont classées par catégorie sous cinq grands titres: premièrement, les opérations budgétaires traditionnelles; deuxièmement, les opérations non budgétaires; troisièmement, les opérations de change; quatrièmement, les opérations de la dette non échue; et, cinquièmement, la situation de caisse à la fin de la période.

Cette forme de présentation, bien qu'elle soit conforme aux tableaux traditionnels qui accompagnent le discours du budget et au tableau de référence 60 de la Revue économique publiée par le ministère des Finances, diffère quelque peu de la présentation des Comptes publics traditionnels. Dans les Comptes publics, les opérations non budgétaires sont définies de façon à inclure les opérations de change, vu que ces opérations, à l'exception de l'avance faite au Fonds des changes pour remettre les bénéfices, sont inscrites séparément dans cette présentation. De plus, dans les Comptes publics, les opérations de la dette non échue sont définies de façon à inclure la dette payable en devises ainsi que la variation des obligations spéciales non négociables détenues, à différentes périodes, par la Commission d'assurance-chômage. Ici, la variation de la dette non échue payable en devises est définie comme une opération de change et la variation des obligations spéciales non négociables détenues par la Commission d'assurance-chômage est définie comme une opération non budgétaire.

RESUME DES OPERATIONS FINANCIERES

Les besoins financiers, y compris les opérations de change, ont totalisé \$1,558 millions en 1974-75. De ce total, \$1,145 millions représentaient le déficit découlant des opérations budgétaires. Les opérations non budgétaires ont entraîné un besoin supplémentaire de \$1,180 millions, le total des besoins financiers budgétaires et non budgétaires, à l'exception des opérations de change, se chiffrant ainsi à \$2,325 millions. Ces besoins ont été compensés par les \$767 millions provenant des opérations de change. Les opérations de la dette non échue ont augmenté de \$3,952 millions, donnant une encaisse de \$3,204 millions.

I. OPERATIONS BUDGETAIRES

A. Recettes

Les recettes budgétaires totales ont augmenté, en 1974-75, de \$5,489 millions, ou de 28.3 p. cent, comparativement à l'année financière 1973-74. La plus grande partie de cette augmentation, soit \$5,202 millions, est due à l'augmentation des recettes fiscales. L'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, la taxe à l'exportation de pétrole et les droits des douane sur les importations, sont intervenus pour \$4,825 millions de cette augmentation des recettes fiscales.

Reflétant à la fois l'importante augmentation des salaires en 1974 et l'élasticité du régime fiscal, les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers se sont accrues de \$2,143 millions, ou de 27 p. cent, comparativement à l'année financière précédente. Deux changements de structure adoptés au cours de l'année d'imposition 1974 sont venus ralentir cette croissance: la disposition de la réforme fiscale qui abaissait le premier palier d'imposition de 15 à 12 p. cent à compter du 1^{er} janvier 1974 et l'indexation de 6.6 p. cent des exemptions personnelles et des paliers d'imposition tel que le prévoyait le budget du 19 février 1973. Ces deux modifications du régime fiscal ont réduit les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers, en 1974-75, de plus de \$500 millions. De plus, l'exemption applicable au revenu d'intérêt, le régime enregistré d'épargne-logement et les réductions fiscales présentées dans le budget du 18 novembre 1974 ont réduit les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers de \$415 millions.

Les bénéfices globaux des sociétés ont augmenté de 27.2 p. cent en 1974. Cette croissance des bénéfices a entraîné une augmentation des recettes tirées de l'impôt sur le revenu des sociétés d'environ \$874 millions en 1974-75, ou de 25.6 p. cent comparativement à l'année financière précédente.

Les recettes tirées de la taxe à l'exportation du pétrole se sont accrues de \$1,382 millions en 1974-75, comparativement à l'année financière précédente. Cette importante augmentation était due au fait qu'il s'agissait de la première année complète d'application de la taxe à l'exportation. Les droits de douane sur les importations ont augmenté considérablement à la suite d'une hausse de 35.8 p. cent des importations de marchandises et ont produit des recettes de \$1,810 millions en 1974-75, comparativement à \$1,384 millions au cours de l'année financière précédente.

L'augmentation de \$287 millions des recettes non fiscales est due à la hausse des bénéfices tirés des investissements. Les principales augmentations ont été: les bénéfices de la Banque du Canada, \$108 millions; les bénéfices tirés des opérations du Fonds des changes, \$49 millions, ainsi que les intérêts et bénéfices versés à la SCHL, \$47 millions.

B. Dépenses

Les dépenses budgétaires en 1974-75 ont augmenté à un taux de 29.7 p. cent comparativement à la précédente année financière. Ce taux de croissance est attribuable à certains facteurs précis dont les principaux sont les programmes destinés à diminuer le taux d'inflation et les programmes destinés à protéger les Canadiens les plus susceptibles de subir le contrecoup de l'inflation. Le taux élevé d'inflation comme tel a eu des conséquences sur le niveau des dépenses en provoquant, par exemple, une hausse des règlements salariaux, des loyers et du coût des achats de matériels.

Le programme de stabilisation du prix du pétrole, dont les premiers paiements ont été faits à la fin de l'année financière 1973-74, a nécessité des déboursés de \$1,162 millions en 1974-75 comparativement à \$157 millions pour l'année précédente. Ces déboursés représentent un sixième de l'augmentation totale de 29.7 p. cent. Avant que ne soient pris en compte les paiements supplémentaires versés au titre du programme de péréquation et les autres montants connexes, le programme de stabilisation du prix du pétrole affichait un excédent net de \$396 millions au cours de l'année financière 1974-75.

Les autres subventions destinées à alléger le fardeau de l'inflation pour les Canadiens comprenaient la subvention sur le lait liquide accordée aux

consommateurs et les paiements versés aux compagnies de chemins de fer pour compenser le gel des tarifs marchandises. Ces deux programmes ont entraîné des dépenses budgétaires de \$189 millions en 1974-75 comparative-ment à \$92 millions au cours de l'année financière précédente. La compensa-tion versée aux compagnies de chemins de fer pour les pertes subies dans l'exploitation des lignes d'embranchement et des services voyageurs a aussi donné lieu à des augmentations considérables des dépenses.

En plus des dépenses visant à ralentir les hausses de prix, le gouvernement fédéral a accru ses paiements de transfert aux particuliers. Les paiements de \$20 par enfant applicables à compter du 1^{er} janvier 1975 ont porté les dépenses au titre des allocations familiales et aux jeunes à \$1,824 millions en 1974-75 contre \$993 millions en 1973-74.

Deux autres facteurs d'importance qui ont contribué à l'augmentation des dépenses budgétaires en 1974-75 sont le service de la dette publique et les paiements de transfert fiscal. Le service de la dette publique a augmenté de 24 p. cent ou de \$622 millions en 1974-75 pour atteindre \$3,214 millions. Cette augmentation est attribuable à la hausse du rendement des Obligations d'Épargne du Canada en circulation et à une augmentation nette de la dette active, surtout sous forme d'Obligations d'Épargne du Canada. Les paiements de transfert fiscal ont augmenté de \$765 millions, ou 40.8 p. cent, par rapport à 1973-74. Cette augmentation s'explique en grande partie par une accélération des paiements de garantie des recettes découlant de la réforme fiscale de 1971, le paiement d'une partie du produit de la taxe à l'exportation de pétrole aux provinces productrices et par une augmentation des paiements de péréquation. Cette dernière augmentation est attribuable en grande partie à la hausse des impôts provinciaux sur le revenu des particuliers et des sociétés et des impôts sur les ressources naturelles.

A l'exception des augmentations survenues dans le cadre des programmes susmentionnés, les dépenses budgétaires du gouvernement fédéral, y compris les dépenses en biens et services et en immobilisations, ont augmenté à un taux d'environ 13 p. cent en 1974-75 comparativement à l'année précédente.

II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES

A. Prêts, placements et avances

Les prêts, les placements et les avances ont augmenté de \$546 millions ou de 31.8 p. cent par rapport à l'année précédente. Les avances consenties aux

sociétés de prêts, soit environ la moitié de tous les prêts consentis par le gouvernement fédéral, ont rendu compte d'environ \$391 millions de cette augmentation. De cette somme, la SCHL rend compte de \$379 millions et la Société du crédit agricole, de la plus grande partie du solde. D'autres augmentations importantes ont pris la forme de prêts visant à fournir des installations suffisantes pour les transports et les communications au moyen de prêts consentis au CN et à Air Canada. Ces prêts ont progressé de \$80 millions par rapport à l'année précédente.

B. Rentes, assurances et pensions

Les comptes de rentes, d'assurances et de pensions ont apporté au gouvernement fédéral des fonds nets de \$1,286 millions en 1974-75 contre \$438 millions l'année précédente. Cette variation est en partie attribuable à une diminution de \$33 millions de la caisse de la sécurité de la vieillesse en 1974-75 comparativement à une baisse de \$303 millions en 1973-74. La variation du niveau du compte a été minime en 1974-75 puisque son déficit a été financé au moyen d'un crédit budgétaire. La réduction du déficit du compte d'assurance-chômage a donné lieu à une autre augmentation de \$305 millions des comptes de rentes, d'assurances et de pensions. Le reste de l'augmentation est attribuable en grande partie à l'augmentation de la position excédentaire nette du compte des pensions de retraite.

C. Autres opérations

Cette catégorie comprend des postes tels que les comptes de fin d'année et administratifs et par conséquent le mouvement de ces opérations varie grandement. Au cours de l'année financière 1974-75, ces opérations ont engendré un besoin net de \$205 millions en regard d'une source nette de \$260 millions au cours de la précédente année financière.

III. OPERATIONS DE CHANGE

Les opérations de change désignent principalement les opérations du Compte du Fonds des changes visant à assurer le fonctionnement ordonné des marchés des changes. En 1974-75, le Fonds des changes a vendu des devises, ce qui a constitué une source de dollars canadiens. L'ensemble des opérations de change a représenté une source nette de \$767 millions en 1974-75 contre \$296 millions en 1973-74.

IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE

La dette non échue en circulation, payable en monnaie canadienne, a augmenté de \$3,952 millions. Cette augmentation résulte en grande partie de la vente nette de \$2,509 millions d'obligations d'épargne du Canada. Les obligations négociables et les bons du Trésor ont représenté \$1,396 millions.

V. NIVEAU DES ENCAISSES A LA FIN DE LA PERIODE

L'augmentation des recettes résultant des opérations de change et des opérations de la dette non échue s'est élevée à \$4,719 millions en regard de besoins financiers de \$2,325 millions seulement. Ainsi, les encaisses ont augmenté de \$2,394 millions et se chiffraient à \$3,204 millions en fin d'année.

GOVERNEMENT DU CANADA
ETAT SOMMAIRE DES OPERATIONS FINANCIERES

	Année financière close le 31 mars				
	1971	1972	1973	1974	1975*
	(en millions de dollars)				
I. Opérations budgétaires					
A. Recettes	12,803	14,227	16,602	19,367	24,856
B. Dépenses	-13,182	-14,841	-16,121	-20,040	-26,001
Excédent ou déficit (-)	- 379	- 614	481	- 673	- 1,145
II. Opérations non budgétaires					
A. Prêts, placements et avances	- 1,352	- 1,637	- 1,388	- 1,715	- 2,261
B. Comptes de rentes, d'assurances et de pensions	605	209	- 770	438	1,286
C. Autres opérations	- 48	504	214	260	- 205
Net (Source +/Besoin -)	- 795	- 924	- 1,944	- 1,017	- 1,180
Besoins financiers (à l'exclusion des opérations de change**)	- 1,174	- 1,538	- 1,463	- 1,690	- 2,325
III. Opérations de change**	- 1,255	- 506	73	296	767
Total des besoins financiers ⁽¹⁾	- 2,429	- 2,044	- 1,390	- 1,394	- 1,558
IV. Opérations de la dette non échue***	2,860	2,366	1,789	205	3,952
Changement dans l'encaisse ⁽²⁾	431	322	399	- 1,189	2,394
V. Niveau de l'encaisse à la fin de la période	1,278	1,600	1,999	810	3,204

(1) Source (+)/Besoin (-)

(2) Augmentation (+)/Diminution (-)

* Chiffres réels provisoires

** Exception faite pour les avances au compte du Fonds des changes pour profits versés.

*** Excluant le changement dans la dette non échue payable en devises étrangères et le changement dans les obligations spéciales non négociables détenues par la Commission d'assurance-chômage.

GOVERNEMENT DU CANADA
ETAT DES OPERATIONS: DETAIL

	Année financière close le 31 mars				
	1971	1972	1973	1974	1975*
	(en millions de dollars)				
I. Opérations budgétaires					
A. Revenus					
Recettes fiscales					
Impôt sur le revenu des particuliers	(5,263)	(5,990)	(7,188)	(7,926)	(10,069)
Retenues à la source	4,231	4,777	5,892	6,350	8,251
Autres recouvrements	1,032	1,213	1,296	1,576	1,818
Impôt sur le revenu des sociétés	2,218	2,183	2,654	3,411	4,285
Impôt frappant les non-résidents	258	288	292	324	427
Taxe de vente	1,708	1,985	2,289	2,693	2,906
Autres taxes d'accise	403	388	400	408	413
Taxe à l'exportation du pétrole	—	—	—	287	1,669
Droits d'accise	561	607	638	686	749
Droits de douane sur les importations	815	989	1,182	1,384	1,810
Impôt sur les biens transmis par décès	120	132	61	14	7
Total des recettes fiscales	11,346	12,562	14,704	17,133	22,335
Recettes non fiscales					
Produit de placements					
SCHL — Intérêts et profits versés	266	321	367	400	447
SCA — Intérêts	67	72	77	79	90
Fonds des changes — profits versés	176	194	203	220	269
Banque du Canada — profits versés	250	265	301	373	481
Autres recettes	241	281	317	417	535
	1,000	1,133	1,265	1,489	1,822
Recettes postales	338	404	470	480	503
Autres recettes	119	128	163	265	196
Total des recettes non fiscales	1,457	1,665	1,898	2,234	2,521
Total des revenus	12,803	14,227	16,602	19,367	24,856

*Chiffres réels provisoires.

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETAT DES OPERATIONS: DETAIL

	Année financière close le 31 mars				
	1971 ⁽¹⁾	1972	1973	1974	1975*
	(en millions de dollars)				
I. Opérations budgétaires					
B. Dépenses					
Agriculture	277	295	322	426	664
Energie, mines et ressources	(149)	(179)	(171)	(342)	(1,366)
Stabilisation du prix du pétrole	—	—	—	157	1,162
Autres dépenses	149	179	171	185	204
Environnement	157	211	258	316	380
Affaires extérieures	(282)	(318)	(388)	(439)	(549)
Agence canadienne de développement international	210	219	275	300	380
Autres dépenses	72	99	113	139	169
Finances	(3,238)	(3,670)	(3,948)	(4,617)	(6,014)
Frais de la dette publique	1,921	2,137	2,321	2,592	3,214
Paiements de transfert fiscal et d'impartition	1,229	1,426	1,501	1,874	2,639
Autres dépenses	88	107	126	151	161
Affaires indiennes et Nord canadien	350	443	511	595	672
Industrie et Commerce	251	369	412	400	449
Main-d'oeuvre et immigration	(749)	(826)	(814)	(1,643)	(1,683)
Perfectionnement et utilisation de la main-d'oeuvre	530	581	715	699	681
Commission d'assurance-chômage	178	172	40	879	922
Autres dépenses	41	73	59	65	80
Défense nationale	1,772	1,862	1,932	2,232	2,512
Santé nationale et bien-être social	(2,338)	(2,712)	(2,923)	(3,759)	(5,205)
Allocations familiales et aux jeunes	616	614	608	993	1,824
Assurance-hospitalisation	734	845	961	1,066	1,307
Loi sur les soins médicaux	400	576	631	678	762
Régime d'assistance publique du Canada	392	457	477	507	660
Régime de sécurité de la vieillesse	—	—	—	235	253
Autres dépenses	196	220	246	280	399
Revenu national	158	200	237	270	352
Postes	369	443	496	591	746
Travaux publics	331	344	374	470	524
Expansion économique régionale	298	348	360	412	441
Secrétariat d'état	(708)	(842)	(926)	(1,026)	(1,155)
Enseignement post-secondaire	388	450	481	485	504
Société Radio-Canada	166	181	205	239	299
Programme d'expansion du bilinguisme	53	78	73	96	93
Autres dépenses	101	133	167	206	259
Solliciteur général	221	264	307	350	454
Transports	450	516	599	827	1,302
Affaires des anciens combattants	410	430	452	538	619
Autres dépenses des ministères	674	569	691	787	914
Total des dépenses	13,182	14,841	16,121	20,040	26,001

(1) Les contributions au fonds de pension de retraite de la Fonction Publique sont incluses dans les dépenses budgétaires du Conseil du Trésor pour l'année financière 1970-71. Pour les années postérieures, les contributions sont imputées au budget de chacun des ministères.

* Chiffres réels provisoires

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETAT DES OPERATIONS: DETAIL

	Année financière close le 31 mars				
	1971	1972	1973	1974	1975
	(en millions de dollars)				
II. Opérations non budgétaires (source +/besoin -)					
A. Prêts, placements et avances					
Sociétés et organismes d'État					
Sociétés de prêts	(- 707)	(- 785)	(- 633)	(- 676)	(-1,067)
Société centrale d'hypothèques et de logement	- 596	- 656	- 475	- 375	- 754
Société pour l'expansion des exportations	- 71	- 108	- 124	- 141	- 93
Société du crédit agricole	- 49	- 30	- 43	- 170	- 231
Office de développement municipal et des prêts aux municipalités	9	9	9	10	11
Toutes autres sociétés d'État	(- 363)	(- 419)	(- 120)	(- 437)	(- 545)
Air Canada	- 111	- 27	14	-	- 145
L'Énergie atomique du Canada limitée	- 161	- 112	- 77	- 62	- 87
Chemins de fer nationaux du Canada	- 93	- 202	2	- 205	- 143
Autres	2	- 78	- 59	- 170	- 170
Prêts divers	(- 282)	(- 433)	(- 635)	(- 602)	(- 649)
Finances	38	- 113	- 117	- 100	- 79
Expansion économique régionale	- 77	- 32	- 64	- 61	- 52
Société de développement du Canada	-	- 25	- 162	- 75	- 50
Prêts aux pays en voie de développement	- 114	- 143	- 144	- 183	- 234
Autres	- 129	- 120	- 148	- 183	- 234
Total des prêts, placements et avances	-1,352	-1,637	-1,388	-1,715	-2,261
B. Comptes de rentes, d'assurances et de pensions					
Caisse de la sécurité de la vieillesse	7	- 87	- 305	- 303	- 33
Régime de pensions du Canada	43	25	36	33	44
Compte de l'assurance-chômage	- 131	- 459	-1,351	- 282	23
Compte de pensions de retraite	688	728	851	988	1,218
Rentes sur l'État	- 8	- 10	- 13	- 19	- 20
Autres	6	12	12	21	54
Total des comptes de rentes, d'assurances et de pensions	605	209	- 770	438	1,286
C. Autres opérations					
Profits du Fonds des changes	- 176	- 194	- 203	- 220	- 269
Intérêt et dette échue	244	324	371	322	441
Comptes à payer et salaires courus	- 15	81	105	444	- 104
Espèces en transit	- 140	74	- 103	- 851	- 26
Chèques, certificats et mandats d'argent en suspens	121	131	16	539	22
Autres	- 82	88	28	26	- 269
Total des autres opérations	- 48	504	214	260	- 205
Opérations non budgétaires nettes	- 795	- 924	-1,944	-1,017	-1,180

*Chiffres réels provisoires

**GOUVERNEMENT DU CANADA
ETAT DES OPERATIONS: DETAIL**

	Année financière close le 31 mars				
	1971	1972	1973	1974	1975*
	(en millions de dollars)				
III. Opérations de change (Source +/Besoin -)					
Compte du Fonds des changes**	-1,182	- 744	78	395	942
Fonds monétaire international					
Souscriptions	- 349	8	- 51	- 105	44
Billets à payer	271	115	103	137	- 74
Autres organismes internationaux					
Souscriptions, avances et prêts	- 28	- 51	- 107	- 125	- 138
Billets à payer	- 8	25	52	70	44
Dette non échue en circulation, payable en devises étrangères	- 110	- 2	- 2	- 76	- 51
Attributions de Droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international	119	117	-	-	-
Placements dans des valeurs exprimées en dollars des Etats-Unis, émises par un autre organisme que le Gouvernement du Canada, Traité du fleuve Columbia	32	26	-	-	-
Total des opérations de change	-1,255	- 506	73	296	767
IV. Opérations de la dette non échue (Augmentation +/Diminution -)					
Obligations négociables	631	363	36	93	671
Bons du Trésor	840	95	460	615	725
Obligations d'épargne du Canada	1,226	1,907	1,277	- 583	2,509
Autres	12	- 1	22	8	9
Moins:					
Dette non échue payable en devises	110	2	2	76	51
Compte de portefeuille	41	-	- 8	- 4	- 13
Total des opérations de la dette non échue	2,860	2,366	1,789	205	3,952
V. Niveau de l'encaisse à la fin de la période					
En dollars canadiens	1,256	1,582	1,984	801	3,185
En devises étrangères	22	18	15	9	19

*Chiffres réels provisoires

**Net des avances pour profits versés

**GOUVERNEMENT DU CANADA
ETAT DES OPERATIONS: DETAIL**

	Année financière close le 31 mars				
	1971	1972	1973	1974	1975*
	(en millions de dollars)				
<i>Caisse de la sécurité de la vieillesse</i>					
Encaissements					
Impôt sur le revenu des particuliers	1,132	1,237	1,190	1,300	1,642
Impôt sur le revenu des sociétés	208	213	266	299	551
Taxe de vente	574	668	763	898	966
Crédit budgétaire	—	—	—	235	253
Décaissements					
Pensions	-1,634	-1,679	-1,786	-2,275	-2,617
Supplément de revenu garanti	- 273	- 526	- 738	- 760	- 828
Net	7	- 87	- 305	- 303	- 33

*Chiffres réels provisoires

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETAT DES OPERATIONS: DETAIL

	Année financière close le 31 mars				
	1971	1972	1973	1974	1975*
	(en millions de dollars)				
<i>Régime de pensions du Canada</i>					
Encaissements					
Contributions — Employés et employeurs	813	826	897	1,019	1,239
Revenu de placements et autres recettes	211	275	346	424	520
Décaissements					
Pensions	— 92	— 143	— 206	— 279	— 400
Dépenses	— 20	— 23	— 23	— 24	— 30
Achat d'obligations					
Provinciales ou garanties par les provinces	— 864	— 903	— 971	—1,099	—1,276
Fédérales	— 5	— 7	— 7	— 8	— 9
Net	43	25	36	33	44

*Chiffres réels provisoires

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETAT DES OPERATIONS: DETAIL

	Année financière close le 31 mars				
	1971	1972	1973	1974	1975*
	(en millions de dollars)				
<i>Compte d'assurance-chômage</i>					
Encaissements					
Contribution du gouvernement	99	92	37	878	920
Contribution des employés et des employeurs	495	571	763	1,024	1,611
Revenu de placements	33	27	1	1	1
Décaissements					
Prestations	- 758	-1,123	-2,021	-2,014	-2,326
Paiements d'intérêt	-	-	-	28	30
Dépenses	-	26	131	143	153
Net	- 131	- 459	-1,351	- 282	23
Arrangements financiers					
Variations du montant des obligations du gouvernement en circulation	138	315	-	-	-
Variations des avances du gouvernement — portant intérêt	-	-	310	245	170
— ne portant pas d'intérêt	-	184	981	-	107
Variations du solde bancaire	- 13	- 64	63	32	82
Variations des mandats en circulation	6	24	3	5	42
	131	459	1,351	282	23

* Chiffres réels provisoires

GOVERNEMENT DU CANADA
ETAT DES OPERATIONS: DETAIL

	Année financière close le 31 mars				
	1971	1972	1973	1974	1975*
	(en millions de dollars)				
<i>Comptes de pension de retraite</i>					
<i>Compte de pension de retraite de la Fonction publique</i>					
Encaissements					
Contribution du gouvernement	88	89	105	116	142
Contribution des employés de l'Etat	88	104	115	131	158
Sociétés d'Etat — contribution des employés et des employeurs	13	15	17	19	23
Intérêts	148	164	184	203	227
Passif actuariel	162	244	160	171	626
Autres	—	2	13	5	4
Décaissements					
Rentes	— 95	— 106	— 122	— 139	— 162
Autres	— 13	— 13	— 15	— 24	— 23
Changement dans la tranche non amortie du déficit actuariel	— 28	— 92	20	20	— 362
Net	363	407	477	502	633
<i>Compte de pension de retraite des forces canadiennes</i>					
Encaissements					
Contribution du gouvernement	70	74	79	87	91
Contribution des employés	40	42	44	49	52
Intérêts	136	147	163	190	218
Passif actuariel	107	229	213	576	461
Autres	—	—	—	—	—
Décaissements					
Rentes	— 82	— 97	— 115	— 130	— 147
Autres	— 7	— 5	— 5	— 6	— 8
Changement dans la tranche non amortie du déficit actuariel	28	— 104	— 46	— 325	— 143
Net	292	286	333	441	524
<i>Compte de pension de retraite de la Gendarmerie Royale du Canada</i>					
Encaissements					
Contribution du gouvernement	9	11	13	15	18
Contribution des employés	5	6	8	8	11
Intérêts	7	8	9	12	14
Passif actuariel	14	—	18	14	38
Autres	—	—	—	—	—
Décaissements					
Rentes	— 1	— 1	— 2	— 2	— 3
Autres	—	—	—	— 1	—
Changement dans la tranche non amortie du déficit actuariel	— 1	11	— 5	— 1	— 17
Net	33	35	41	45	61
Total des comptes de pension de retraite	688	728	851	988	1,218

*Chiffres réels provisoires